



Pratique de la Profession

Proposition de Directive du PE et du Conseil sur la Passation des Marches Publics

Proposition d'amendements du CAE

Final

Le texte complet de la proposition est disponible à l'adresse suivante:

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0896:FIN:FR:PDF>

Article 2 Définitions

Article 2

Amendement suggéré

Article 2 paragraphe 24 (nouveau)

(24) Les services intellectuels sont les services qui requièrent un haut niveau de qualification et qui sont fournis dans l'intérêt du client et du public

Justification

Besoin de clarification. La définition est basée sur le Récital (43) de la directive Qualifications professionnelles et sur la Décision ECJ C-267/99 (39)

Article 5 Méthodes de calcul de la valeur estimée du marché

Proposition de la Commission

Article 5 Point 6

Pour les marchés publics de travaux, le calcul de la valeur estimée prend en compte le montant des travaux ainsi que la valeur totale estimée des fournitures et des services mis à la disposition de l'entrepreneur par les pouvoirs adjudicateurs, pourvu qu'ils soient nécessaires à l'exécution des travaux

Amendement suggéré

Article 5 Point 6

Pour les marchés publics de travaux, le calcul de la valeur estimée prend en compte le montant des travaux ainsi que la valeur totale estimée des fournitures et des services mis à la disposition de l'entrepreneur par les pouvoirs adjudicateurs, pourvu qu'ils soient nécessaires à l'exécution des travaux.

En ce qui concerne les marchés publics de services, le calcul de la valeur estimée à prendre en considération n'inclut pas les travaux ni les fournitures. La planification et la conception d'immeubles/constructions peuvent être partagée entre services d'architecture et d'ingénierie

Justification

En vertu de l'Article 1er du projet de Directive, paragraphe 2, sous-paragraphe 2, "un ensemble de travaux, fournitures et/ou services, même s'ils font l'objet de contrats distincts, constitue un marché unique au sens de la présente Directive, si les contrats font partie d'un projet unique."

Le Considérant (4) explique que (...) "la notion de marché unique englobe tous les travaux, fournitures et services nécessaires en vue de réaliser un projet donné par exemple un projet de travaux ou un ensemble de travaux, fournitures et/ou services. Des indications de l'existence d'un projet unique peuvent par exemple consister en une planification et une conception globale préalable par le pouvoir adjudicateur, le fait que les différents éléments contractés remplissent une fonction économique et technique unique ou qu'ils sont logiquement liés entre eux et exécutés en une période limitée dans le temps."

L'Article 5 prescrit les méthodes de calcul de la valeur estimée du marché. En vertu du paragraphe 2, "le choix de la méthode utilisée pour calculer la valeur estimée d'un marché ne doit pas être fait dans l'intention de l'exclure du cadre de la présente Directive. Un marché unique ne sera par conséquent pas subdivisé dans le but d'empêcher qu'il relève du champ d'application de la présente Directive, à moins que des raisons objectives ne le justifient." (...)

Si l'intention ne consiste pas à réduire substantiellement les seuils pour les services en architecture et en ingénierie – ce qui serait certainement contraire au Principe de subsidiarité – il convient de préciser que les services de planification peuvent être divisés en services d'architecture et d'ingénierie, conformément à l'interprétation actuelle des Directives 2004/17/CE et 2004/18/CE. La nouvelle rédaction proposée de la Directive ne permet même pas de savoir si les travaux de construction doivent être pris en considération, ce qui signifierait que l'on réduit le seuil à quelque 10 pour cent des seuils actuels. Dans ce cas, on ne saurait pas non plus avec précision quels sont les seuils applicables – les seuils pour les services ou pour les travaux car dans le cas d'immeubles ou de constructions, les services de conception et les travaux remplissent toujours une fonction économique et technique unique (voir Considérant (4)). Cette dernière interprétation – c'est-à-dire d'appliquer toujours les seuils pour les travaux – aurait un effet contraire et ferait plus que doubler les seuils actuels, ce qui ne peut pas non plus être l'intention.

Article 24

Choix de la procédure (concours d'architecture)

Proposition de la Commission

Article 24 paragraphe 1

Lorsqu'ils passent des marchés publics, les pouvoirs adjudicateurs mettent en œuvre des procédures nationales adaptées de manière à être conformes à la présente directive, à condition que, sans préjudice de l'article 30, une mise en concurrence ait été publiée conformément à la présente directive.

Amendement suggéré

Article 24 paragraphe 1 (Addendum)

Lorsqu'ils passent des marchés publics, les pouvoirs adjudicateurs mettent en œuvre des procédures nationales adaptées de manière à être conformes à la présente directive, à condition que, sans préjudice de l'article 30, une mise en concurrence ait été publiée conformément à la présente directive. **Dans le cas des services intellectuels de conception et de construction, les pouvoirs adjudicateurs utilisent la procédure concurrentielle avec négociation et/ou le concours de conception**

Justification

Le CAE propose d'inclure le concours de conception, le cas échéant conjointement avec la procédure négociée standard pour l'adjudication de marchés de services en architecture dans la directive. L'expérience a montré dans toute l'Europe que les projets architecturaux réalisés au moyen de concours de conception sont parfaitement orientée vers le projet de nature à garantir le meilleur rapport qualité-prix. Par conséquent, eu égard aux principes d'économie, d'efficacité en termes de coût et d'utilité, que doivent obligatoirement respecter les pouvoirs adjudicateurs dans la plupart des pays, il serait important de prévoir un concours de conception suivi d'une procédure négociée avec le lauréat comme une procédure standard pour l'adjudication de marchés de services d'architecture pour les projets d'intérêt publics important.

Article 24 **Choix de la procédure**

Proposition de la Commission **Article 24.1 d)**

d) lorsque des offres irrégulières ou inacceptables au sens de l'article 30, paragraphe 2, point a), sont présentées en réponse à une procédure ouverte ou restreinte;

Amendement suggéré **Proposition d'insertion d'un nouvel Article 24.1 d)**

Dans le cas de services intellectuels, comme des services impliquant la conception de travaux, pour autant que la nature des services à fournir soit telle que les cahiers de charges du marché ne peuvent être établis avec une précision suffisante en vue d'attribuer le marché en sélectionnant la meilleure offre suivant les règles régissant les procédures ouvertes et restreintes.

d) devient e) – renumérotation
e) devient f) – renumérotation

Justification

Lorsqu'ils attribuent leurs marchés publics, les pouvoirs adjudicateurs doivent appliquer les procédures nationales adaptées en vue d'être conformes à la Directive, à conditions que, sans préjudice à l'Article 30, un appel à concours ait été publié conformément à la Directive. En vertu de l'Article 30, les cas justifiant l'utilisation d'une procédure négociée avec publication préalable d'un avis de marché ont été modifiés d'une manière qui ne permet plus de savoir avec précision si les services intellectuels comme des services en architecture et ingénierie entrent dans le cadre d'une procédure négociée. Cette précision nécessaire a été retirée du texte et doit être reprise des actuelles Directives et être insérée dans le texte du projet de Directive.

Article 30 **Utilisation de la procédure négociée sans publication préalable**

Article 30, paragraphe 4

La procédure négociée sans publication préalable peut être prévue pour des marchés publics de services lorsque le marché considéré fait suite à un concours

Article 30, paragraphe 4 (Addendum)

La procédure négociée sans publication préalable peut être prévue pour des marchés publics de services lorsque le marché considéré fait suite à un concours

organisé conformément à la présente directive et est, conformément aux règles applicables, attribué au lauréat ou à un des lauréats de ce concours; dans ce dernier cas, tous les lauréats du concours doivent être invités à participer aux négociations.

organisé conformément à la présente directive et est, conformément aux règles applicables, attribué au lauréat ou à un des lauréats de ce concours; dans ce dernier cas, tous les lauréats du concours doivent être invités à participer aux négociations.

En cas des services en architecture et ingénierie les pouvoirs adjudicateurs sont encouragés à organiser un concours de conception adapté à l'échelle et à l'importance du projet dans l'intérêt public

CHAPITRE II

Techniques et instruments pour les marchés électroniques et agrégés

Article 31

Accords-cadres

Proposition de la Commission

Amendement suggéré

Avant l'Article 31, insérer :

Les dispositions du présent Chapitre ne s'appliquent pas aux services intellectuels

Justification

Il faudrait disposer d'autres incitants en vue de la désagrégation dans le domaine des services intellectuels. En particulier les marchés centralisés ainsi que l'utilisation d'accords cadre pour les services architecturaux et le groupage de projets de plus petite taille excluent dans les faits les PME et les jeunes professionnels du marché. Ceci est préjudiciable pour la concurrence et l'ouverture du marché et la création d'emplois. L'exploitation d'idées innovantes est largement réduite, ce qui menace davantage encore la compétitivité de l'UE.

Article 33

Enchères électroniques

Proposition de la Commission

Amendement suggéré

Article 33, paragraphe 1

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent recourir à des enchères électroniques où sont présentés de nouveaux prix, révisés à la baisse, et/ou de nouvelles valeurs portant sur certains éléments des offres.

À cette fin, les pouvoirs adjudicateurs utilisent un processus électronique itératif (enchère électronique) qui intervient après une première évaluation complète des offres, permettant que leur classement puisse être effectué par un traitement automatique.

Article 33, paragraphe 1, sub-paragraphe 3 (nouveau)

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent recourir à des enchères électroniques où sont présentés de nouveaux prix, révisés à la baisse, et/ou de nouvelles valeurs portant sur certains éléments des offres.

À cette fin, les pouvoirs adjudicateurs utilisent un processus électronique itératif (enchère électronique) qui intervient après une première évaluation complète des offres, permettant que leur classement puisse être effectué par un traitement automatique.

Les enchères électroniques peuvent être utilisées si les cahiers des charges de l'appel d'offre peuvent être établis avec précision. Par conséquent, certains marchés de services ayant pour objet des services intellectuels tels la conception de travaux, ne doivent pas faire l'objet d'enchères électroniques

Justification

L'Article 33 paragraphe 2 prescrit que "dans les procédures ouvertes, restreintes ou les concours, les pouvoirs adjudicateurs peuvent décider que l'attribution d'un marché public sera précédée d'une adjudication électronique lorsque les cahiers des charges de l'appel d'offre peuvent être établis avec précision." La précision proposée a été retirée du texte (ancien Considérant 14 de la Directive 2004/18/CE), mais elle est nécessaire en vue de prévenir un usage impropre de l'adjudication électronique.

Article 56 **Critères de sélection**

Proposition de la Commission

Article 56 para 3, sub-para 2

Le chiffre d'affaires annuel minimal ne dépasse pas le triple de la valeur estimée du marché, sauf dans des circonstances dûment justifiées ayant trait aux risques particuliers inhérents à la nature des travaux, services ou fournitures. Le pouvoir adjudicateur précise ces circonstances exceptionnelles dans les documents de marché.

Amendement suggéré

Article 56 para 3, sub-para 2

~~Le chiffre d'affaires annuel minimal ne dépasse pas le triple de la valeur estimée du marché, sauf dans des circonstances dûment justifiées ayant trait aux risques particuliers inhérents à la nature des travaux, services ou fournitures. Le pouvoir adjudicateur précise ces circonstances exceptionnelles dans les documents de marché.~~
Les conditions de participation aux procédures concernant les services intellectuels doivent se limiter à des critères non-quantitatifs.

Justification

Le CAE souhaite exprimer sa très forte inquiétude par rapport à la réglementation – qui part certainement d'une bonne intention – de l'Art. 56 paragraphe 3, sous-paragraphe 2 limitant l'exigence d'un chiffre d'affaires minimal à trois fois la valeur estimée du marché et qui est susceptible dans de nombreux domaines de services professionnels de poser un grand problème aux PME. Bien que la situation soit évidemment différente dans les différents Etats membres de l'Union, on peut généralement affirmer que pour les projets architecturaux cette limite est beaucoup trop élevée.

En outre, le chiffre d'affaires est estimé annuellement alors que les marchés de construction s'étalent typiquement sur 3 ou 4 ans. Si l'on fixe une limite du chiffre d'affaires par rapport à une valeur estimée du marché comme un multiple de 3, cela signifie que, sur un marché s'étalant sur quatre ans, il conviendrait d'appliquer un multiple de 12 par rapport à des honoraires professionnels annuels.

Une telle réglementation aurait très probablement pour effet négatif que même les pouvoirs adjudicateurs qui exigent aujourd'hui un chiffre d'affaires inférieur, approprié et lié au projet, commenceront à se baser sur cette nouvelle limite. En ce qui concerne les nombreux concours de conception architecturale en l'Europe ceci limiterait la concurrence et l'accès à la pré-qualification relative à ces contrats pour un grand nombre d'architectes malgré le fait qu'ils soient parfaitement

capables d'assumer un projet de cette taille.

Ce fait peut être corroboré par des données statistiques sur les chiffres d'affaires annuels des firmes architecturales au sein de l'Union : l'étude "La profession architecturale en Europe 2010" a démontré que deux tiers des bureaux d'architecture sont des petites voire des micro entreprises comme les firmes unipersonnelles et que 29 pour cent supplémentaires n'emploient 2 et 5 architectes. Seulement 2 pour cent des bureaux d'architecture comptent plus de 10 architectes parmi leur personnel. Si l'on applique les exigences de chiffre d'affaires proposées, on exclurait plus de 90 pour cent des prestataires de services (voir l'extrait annexé de l'étude).

Le CAE estime qu'il n'est pas possible de définir une limite qui convienne à toutes les procédures de passation de marchés et à tous les secteurs des services professionnels. Le CAE propose dès lors de supprimer la limite pour éviter les effets néfastes.

Si le législateur persiste malgré tout à prévoir une quantification dans la directive, le chiffre d'affaires annuel requis pour les fournisseurs de services architecturaux ne devrait pas excéder la valeur estimée du marché.

Il conviendrait de mettre davantage l'accent sur des critères de sélection qualitatifs basé sur des principes largement proclamé en matière de développement durable.. La Directive doit encourager les pouvoirs adjudicateurs à utiliser des critères de sélection qualitatifs plutôt que quantitatifs dans les procédures qui s'y prêtent. Dans le cas de concours de conception architecturale par exemple, le nombre de participants peut être réduit dans une première phase d'un concours en deux phases, sur la base d'une esquisse du projet, plutôt que de fixer des limites comme le chiffre d'affaires, le nombre de membres du personnel, etc.

Non seulement cette approche améliorerait la participation des PME aux procédures de passation de marchés mais elle favoriserait aussi des décisions basées sur la qualité chaque fois que nécessaire ou approprié. Il conviendrait dès lors d'ajouter un point relatif à des critères de sélection qualitatifs à l'article 56, particulièrement par rapport aux concours de conception.

Article 66

Critères d'attribution des marchés

Proposition de la Commission

Article 66 para 2

L'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur, comme visée au paragraphe 1, point a), est déterminée sur la base de critères liés à l'objet du marché public en question. Ces critères incluent, outre le prix ou les coûts, visés au paragraphe 1, point b), d'autres critères liés à l'objet du marché public en question, notamment

a) la qualité, y compris la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, l'accessibilité, la conception pour tous les utilisateurs, les caractéristiques environnementales et le caractère innovant;

Amendement suggéré

Article 66 para 2

L'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur, comme visée au paragraphe 1, point a), est déterminée sur la base de critères liés à l'objet du marché public en question ~~i.e. Ces critères incluent, outre le prix ou les coûts, visés au paragraphe 1, point b), d'autres critères liés à l'objet du marché public en question, notamment:~~

(a) Réponse au cahier des charges en terme de qualité, accessibilité et conception pour tous les utilisateurs, niveau d'innovation et valeur technique, coût / valeur du cycle de vie, le caractère esthétique et fonctionnel, les attributs contextuels et environnementaux et d'autres caractéristiques, etc

Justification

L'Article 66 paragraphe 2 de la proposition de directive du 20 décembre 2011 stipule que l'offre économiquement la plus avantageuse est définie sur la base de critères liés à l'objet de l'appel d'offre public. Ces critères incluent "en plus du prix ou des coûts, d'autres critères liés à l'objet de l'appel d'offre public en question, dont notamment la qualité (...)".

Cette formulation diffère de la formulation existante dans l'article 53 de la directive 2004/18 du 31 mars 2004 qui cite l'exemple d'une série de critères possibles (incluant la qualité, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique etc....) sans critère de prix obligatoire.

L'opinion généralement admise au sein des Etats membres de l'Union est que les pouvoirs adjudicateurs sont libres de choisir parmi les critères d'attribution listés dans la définition de l'offre économiquement la plus avantageuse. Le Conseil d'Etat belge par exemple, a toujours considéré qu'à la fois les directives européennes et la législation belge laissent une liberté de choix aux pouvoirs adjudicateurs entre les critères d'adjudication dans la procédure de l'appel d'offre ou dans la procédure négociée avec publicité (c'est-à-dire le concours de projets). Les pouvoirs adjudicateurs ne sont pas tenus de retenir le critère du « prix » comme un critère d'adjudication (Conseil d'Etat no. 158.316 du 4 mai 2006 et no. 192.128 du 1^{er} avril 2009). Le Conseil d'Etat français a une jurisprudence similaire (Conseil d'Etat français, 28 avril 2008, Municipalité de Toulouse, no. 280.197).

Le texte du projet (art. 66.2) considère en fait le critère du prix comme primordial (notamment pour les offres de services architecturaux, les honoraires). Il s'agit par conséquent d'un recul par rapport aux directives antérieures. En outre, cela signifie que le système établi par certains pouvoirs adjudicateurs belges (et conseillé par diverses autorités: communauté française, Maître architecte pour Bruxelles) qui fixe des honoraires standards dans les documents de l'appel d'offres, ne serait plus possible.

Comme chacun sait, le prix (des honoraires) paraît être le pire critère d'attribution, car il privilégie celui qui prévoit de consacrer le moins de temps à l'étude du projet alors que l'intérêt du pouvoir adjudicateur n'est pas de choisir l'architecte le moins cher mais de désigner celui qui apportera le plus de valeur ajoutée et réalisera l'ouvrage en respectant le meilleur rapport qualité-prix. Les effets préjudiciables d'une passation de marché sur la base du prix le plus bas ont ainsi stimulé des dispositions légales en vertu desquelles il est aujourd'hui obligatoire de n'utiliser que le MEAT en vue de l'attribution de marchés (voir par exemple la législation allemande sur les marchés publics, "Gesetz gegen Wettbewerbsbeschränkungen", § 97 (5)).

Article 66

Critères d'attribution des marchés

Proposition de la Commission

Amendement suggéré

Article 66 para 3

Les États membres peuvent imposer que l'attribution de certains types de marchés se fasse sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse comme visée au paragraphe 1, point a), et au paragraphe 2

Article 66 para 3

Les États membres **peuvent imposer doivent prévoir** que l'attribution de **certaines** types de marchés **autres que ceux pour les travaux, fournisseurs ou services hautement normalisés** se fasse sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse comme visée au paragraphe 1, point a), et au paragraphe 2

Justification

L'approche de la Commission européenne remplaçant la formulation « prix le plus bas » par les termes « coût le plus bas » à l'Art. 66 paragraphe 1. (a) est positive mais comme le pouvoir adjudicateur reste

malheureusement tout à fait libre de baser l'attribution sur le coût ou le prix, cela n'aurait pas un grand impact.

Le CAE souhaite souligner que pour des services architecturaux – qui sont des services intellectuels qui ne peuvent être standardisés – seules des décisions basées sur le coût le plus bas / l'offre économiquement la plus avantageuse sont appropriées.

Par conséquent, le CAE demande que l'on aille un peu plus loin dans la formulation de l'Art 66 et que l'on rende obligatoire l'approche de l'offre économiquement la plus avantageuse pour des services intellectuels et que l'on interdise l'utilisation du prix le plus bas comme critère exclusif. L'importance actuelle et future des critères de durabilité, d'après nous, prime sur toute disposition où le prix est le seul critère d'attribution des contrats, sauf en cas de dérogation très précise et bien justifiée.

Le CAE accueille favorablement le fait que le coût sur tout le cycle de vie fasse son apparition dans les critères d'attribution. Toutefois, l'approche choisie (voir Art. 66, 67) est beaucoup trop compliquée pour pouvoir être appliquée dans la pratique, à l'heure actuelle.

La prise en considération des coûts sur tout le cycle de vie devrait plutôt être définie comme un principe de base, appliqué également dans les phases initiales des processus de conception.

ANNEXE XIV

Moyens de preuve du respect des critères de sélection

Proposition de la Commission

Part II: Capacité technique

A (ii) "(...) Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les pouvoirs adjudicateurs peuvent indiquer que les éléments de preuve relatifs à des fournitures ou services pertinents effectués il y a plus de trois ans seront pris en compte

Amendement suggéré

Part II: Capacité technique

A (ii) "(...) Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les pouvoirs adjudicateurs peuvent indiquer que les éléments de preuve relatifs à des fournitures ou services pertinents effectués il y a plus de trois ans seront pris en compte. Une période plus longue est par exemple plausible dans la procédure de sélection pour un architecte / ingénieur

Fin de la note



Architecture - la pratique

3

Profil des bureaux d'architecture

Le nombre de bureaux d'architecture privées dans l'Europe des 23 est estimé à 133.000. Ce chiffre a été estimé en créant un modèle et en y introduisant ensuite les données de l'enquête. Le modèle est décrit dans l'Annexe I. Si l'on agrège ce chiffre pour refléter la situation dans les 33 pays européens, nous arrivons à une estimation de 155.000 bureaux d'architecture privées en Europe, soit 19 pour cent de plus que l'estimation de 2008, qui était de 130.000 pratiques.

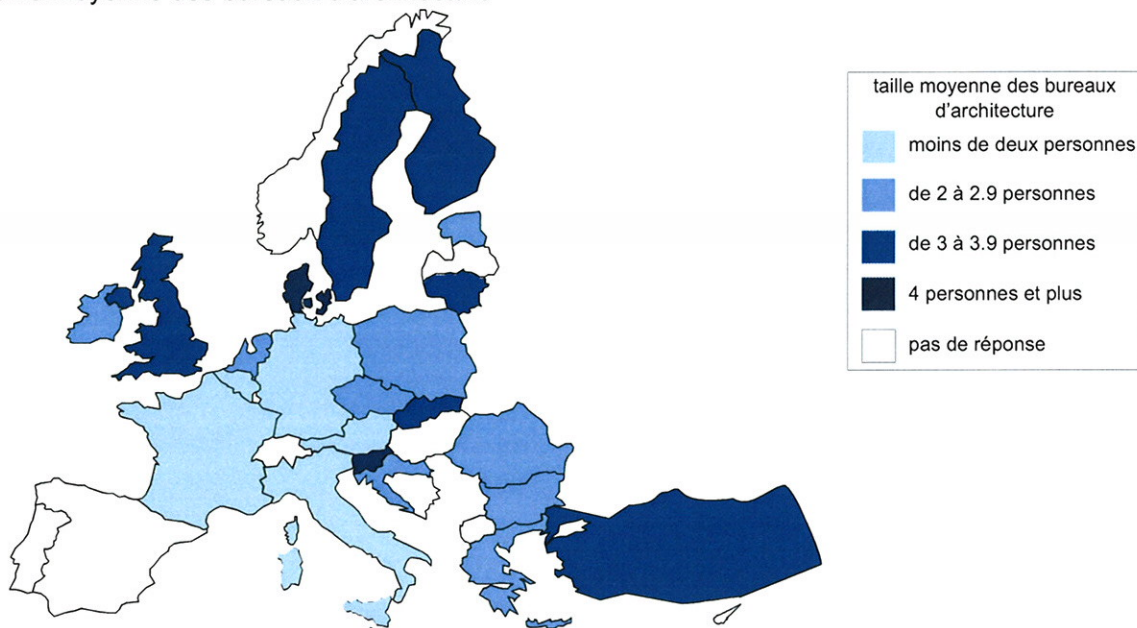
Les deux tiers (65 pour cent) de ces bureaux sont des firmes unipersonnelles. 29 pour cent comptent de 2 à 5 architectes parmi le personnel. Quatre pour cent des bureaux

comptent de 6 à 10 architectes parmi leur personnel. Les bureaux occupant plus de dix membres du personnel représentent une faible proportion du total. Par conséquent, le profil des bureaux d'architecture penche très nettement vers les petites firmes.

Les deux pour cent des bureaux qui comptent plus de dix membres du personnel occupent ensemble 17 pour cent de tous les architectes dans les bureaux privés. De manière similaire, les 4 pour cent des bureaux occupant de 6 à 10 employés occupent 14 pour cent de tous les architectes dans des bureaux privés. Par contraste, les 65 pour cent des firmes unipersonnelles n'occupent que 32 pour cent de la main d'oeuvre présente dans les bureaux privés.

DIAGRAMME 3-1

Taille moyenne des bureaux d'architecture



TABEAU 3-1
Nombre estimé et taille des bureaux d'architecture

	taille des bureaux d'architecture (nombre de personnes)							TOTAL
nombre (estimation)	1 personne	2 personnes	3 à 5 personnes	6 à 10 personnes	11 à 30 personnes	31 à 50 personnes	plus de 50 personnes	
Autriche	896	279	222	60	16	1	1	1.476
Belgique	2.641	682	576	192	68	7	1	4.167
Bulgarie *	387	113	189	36	37	0	0	763
Croatie	254	144	156	34	16	1	1	605
Rép Tchèque	442	144	113	45	10	1	1	756
Danemark	384	122	119	70	53	10	4	762
Estonie *	75	25	23	14	6	0	0	145
Finlande	159	72	61	38	31	2	1	363
France	5.386	1.149	1.026	261	67	2	1	7.891
Allemagne	22.793	6.696	3.609	1.400	443	60	20	35.021
Grèce	1.985	793	810	167	53	7	3	3.818
Irlande	448	186	133	32	23	1	1	824
Italie *	39.352	5.093	6.901	1.466	219	42	8	53.081
Lettonie *	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o
Lituanie *	103	57	48	66	9	0	0	282
Pays-Bas	2.058	448	404	213	108	21	2	3.255
Pologne	2.221	885	902	266	40	13	2	4.330
Roumanie	1.026	190	370	82	29	0	0	1.697
Slovaquie *	136	30	76	39	11	1	0	294
Slovénie *	75	24	35	25	21	4	1	186
Suède	646	155	132	77	48	6	3	1.067
Turquie	1.488	1.332	2.101	596	278	29	11	5.836
Royaume-Uni *	3.094	858	957	635	387	71	22	6.024
EUROPE - 23	86.049	19.477	18.963	5.814	1.973	279	83	132.643
pourcentage d'agence d'architecture	65	15	14	4	1	<1	<1	100
2008 EUR-17	37.369	13.489	10.868	5.318	2.014	449	344	69.851

Le « personnel en architecture » inclus les responsables principaux, partenaires et directeurs, associés, architectes salariés, techniciens. * attention – échantillon limité

DIAGRAMME 3-2
Bureaux d'architecture. analyse selon la taille

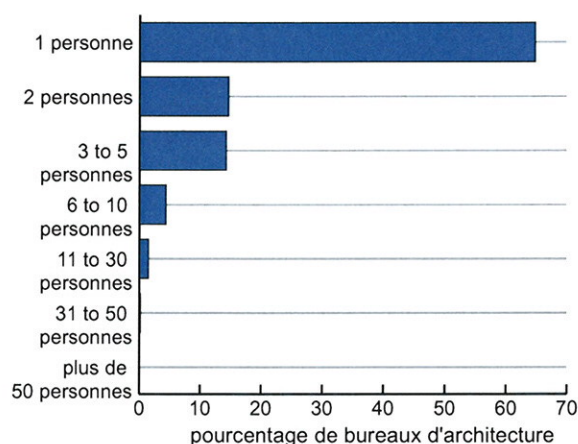


DIAGRAMME 3-3
Proportion d'architectes employés dans les bureaux d'architecture de taille différente

